



POLE	SHS
N°	6
TITRE	Soins, bien-être et systèmes de santé

Annexe A : Plans de financement

Dossier validé et transmis par le Responsable scientifique du projet intégré
17/10/2011 - Christine Peyron



Structure Fédérative : Date et signature du Directeur de la structure



Nota :

Programme FABER : signature du demandeur et du directeur de laboratoire sur la
fiche FABER
demandes d'allocation de thèse, signature du Directeur de l'Unité et du Directeur de
l'Ecole Doctorale sur la fiche D
demandes de post-doc et mobilité : signature du Directeur de l'Unité sur les fiches E
F

PARI ACTION 6 PROJET INTEGRE - Soins, bien-être et système de santé
Fiche de synthèse 2012

Opérations / dispositifs	Etablissement maître d'ouvrage	Intitulé de l'opération	Coût de l'opération	TTC	Soutien sollicité	Montant cofinancement	Cofinancier	Ordre de priorité de l'opération.
				HT				
Poursuite d'un contrat d'étude 2011	uB	Coordination et incitations organisationnelles en médecine de ville / Santé au travail en Europe	62 324 €	TTC	59 324	3000	Université de Bourgogne (LEG)	
	uB	Santé et expérimentation	27 000 €	TTC	12 600	14 400	Danone	
Nouveau Contrat d'étude	uB	Evaluation des aptitudes à prendre une décision et évolution de ces aptitudes en fonction de l'état neurocognitif des patients atteints de maladie d'Alzheimer (MA).	11 094 €	TTC	10 094	1000	Université de Bourgogne (CGC)	
PROGRAMME FABER		C FABER : PRESENTATION DU CANDIDAT AU PROGRAMME						
		C FABER Equipement						
		C FABER Contrat d'Etude						
		C FABER Thèse (D1)						
		C FABER Post-Doctorant						
ALLOCATION DE THESE		D2 Allocation de thèse Cofinancement 60% CRB + 40% entreprise	99 000 €	TTC	99 000			
		D 3. allocation de thèse cofinancée par les organismes de recherche, établissements						
		D4 allocation de co-tutelle internationale de thèse au sens de l'arrêté du 5 janvier 2006						
		E Allocation post-doctorale						
	F Chercheur invité							
	H Promotion de la recherche / coopération internationale	uB	Colloque international sur la contrefaçon en matière de médicaments :	16 500 €	TTC	8000	8500	Mairie/CREDIMI/ UFR Pharmacie/CNRS
S/TOTAL Université de Bourgogne			188 918 €	TTC	176418	12500		
S/TOTAL ESC Dijon			27 000 €	TTC	12600	14400		
TOTAL PARI ACTION 6 2012			215 918 €	TTC	209 018	26 900		

Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Christine Peyron

Poursuite du contrat (3eme tranche)

intitulé de l'opération :

Coordination et incitations organisationnelles en médecine de ville

régime fiscal

☒ TTC

Argumentaire scientifique annexé en page 2

CHARGES / DEPENSES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS / RECETTES	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 – Achat		70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Prestations de services (dont sous traitance)	1500		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements) [max 5000euros]	1904		
61 - Services extérieurs		74- Subventions d'exploitation	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		Régions	
Assurance		(Part demandée au) Conseil Régional	21 544
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Département(s):	
Publicité, publication [max 30% du total]		Commune(s):	
Déplacements, missions, frais de restauration	5000	PRES	
		Organismes sociaux (à détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
		Autres aides, dons ou subventions affectées	
64- Charges de personnel		Autofinancement de l'établissement (BQR - Laboratoire)	1500
Rémunération des personnels (préciser dans l'argumentaire le type de personnel, le nombre de mois du contrat)	8460	Programme de Recherche (ANR)	
Charges sociales	6180	75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel			
Total des charges		Total des produits	
86- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	23044	TOTAL	23 044

PIECES A FOURNIR :

- ☞ Devis de sous-traitance
- ☞ Devis des petits équipements
- ☞ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ☞ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)

Intitulé de l'opération Coordination et incitations organisationnelles en médecine de ville

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :

Nom Prénom	PEYRON Christine
Unité de recherche	Laboratoire d'Economie et de Gestion
Equipe interne	Equipe d'Economie de la Santé
Coordonnées mail	christine.peyron@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	03 80 39 35 29

LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION

Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
	PEYRON Christine	MCF	30%
	BUTTARD Anne	MCF	30%
	FOGLIA Tony	Past	30%

- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés

Des dispositifs de régulation sont mis en place, notamment dans le cadre de la loi HPST, afin d'améliorer le fonctionnement et les résultats sanitaires de la médecine ambulatoire. Dans la poursuite des travaux menés en 2011 sur les incitations monétaires et organisationnelles destinées aux médecins de ville, ce projet développe l'axe organisationnel autour de l'efficacité des dispositifs qui visent à mieux coordonner l'activité en médecine ambulatoire.

Il s'agit d'apprécier cet objectif d'une coordination accrue, en termes d'amélioration de l'accès aux soins d'une part, en termes de comportement et d'activité des médecins de ville d'autre part. Les réseaux et les maisons de santé seront à ce titre des dispositifs étudiés.

La problématique de l'accès aux soins est au cœur des préoccupations des acteurs de santé, comme des élus des collectivités territoriales. Dans cette optique, les dispositifs qui cherchent à modifier les comportements d'activité et d'installation des médecins libéraux (ceux prévus dans la loi HPST comme ceux mis en place par les collectivités territoriales ou financés par le FIQCS), sont présentés comme concourant à un meilleur accès aux soins. Leur pertinence, leur efficacité et leur efficience, méritent toutefois d'être analysées.

L'impact de cette coordination accrue sur la localisation, l'activité et la qualité des prises en charge constitue le deuxième volet de ce projet. Il s'agira d'apprécier les résultats escomptés et réalisés quant aux motivations lors du choix d'installation, et quant au contenu de l'activité du médecin de ville, notamment en matière de prévention. L'un des objectifs impartis aux médecins exerçant en maison de santé, consiste justement à accroître leur effort de prévention (taux de vaccination, de dépistage, suivi des patients, dossier médical informatisé, etc.). Parmi les dispositifs organisationnels étudiés, les maisons de santé feront par conséquent l'objet d'une attention particulière : une enquête auprès d'étudiants en médecine sera réalisée, parallèlement à des études monographiques de maisons existantes.

Ce projet bénéficiera des collaborations existantes entre l'Equipe d'économie de la santé du LEG et l'ARS Bourgogne l'ORS Bourgogne et l'Union Régionale des Professions de santé Bourgogne.

Résultats escomptés :

Ce projet permettra d'avoir une évaluation des apports des dispositifs de coordination mis en place en médecine de ville. Il pourra en ce sens être mobilisés par les décideurs, qu'il s'agisse des tutelles (ARS) ou des collectivités territoriales. Il éclairera les orientations actuelles ou possibles des politiques de santé cherchant à résoudre les questions de l'accessibilité aux soins et de la qualité des soins de ville.

Calendrier prévisionnel de réalisation :

- Janvier - avril 2012 : analyse théorique des dispositifs organisationnels et de leurs impacts potentiels, conception des enquêtes et des grilles d'entretien.
- Avril 2012 - septembre 2012 : début des études monographiques.
- Septembre 2012 - novembre 2012 : enquêtes auprès des étudiants en médecine, poursuite des études monographiques.
- Novembre 2012 - janvier 2013 : premiers résultats.

Livrables proposés :

La partie théorique de l'étude fera dès 2012 l'objet de communications en séminaires et colloques, et sera soumise à publication. Les résultats des enquêtes de terrain seront exploités à partir de 2013 dans le cadre de manifestations et de supports scientifiques mais aussi diffusés auprès des institutions du secteur de la santé (tutelles, collectivités territoriales, URPS, etc.).

Justification du budget :

Prestations de services (dont sous traitance)	1500	Relecture et traduction des articles scientifiques
Autres fournitures	1904	Achat d'un ordinateur portable pour saisie des données lors des enquêtes de terrain
Déplacements, missions, frais de restauration	5000	Missions déplacements (enquêtes de terrain pour les monographies, maisons de santé) et pour valorisation des résultats dans congrès internationaux
Rémunération du personnel,	8460	Ingénieur d'Etude, équivalent 5 mois temps plein pour contribuer à la mise en place et la réalisation des études de terrain (monographies) et de l'enquête auprès des étudiants en médecine, ainsi qu'à l'analyse des données
Charges sociales	6180	IGE, indice majoré 448, 5eme échelon
Total	23044	

Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Damien SAUZE

Préciser si 2e tranche contrat d'étude 2010 ou nouvelle opération

Poursuite du contrat (3eme tranche)

intitulé de l'opération :

Santé au travail en Europe

régime fiscal

* TTC

Argumentaire scientifique annexé en page 2

CHARGES / DEPENSES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS / RECETTES	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achat		70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Prestations de services (dont sous traitance)	3000		
61 - Services extérieurs		74- Subventions d'exploitation	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		Régions	
Assurance		(Part demandée au) Conseil Régional	37 780
62 - Autres services extérieurs		Département(s):	
Publicité, publication [max 30% du total]		Commune(s):	
Déplacements, missions, frais de restauration	7000	PRES	
		Organismes sociaux (à détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
		Autres aides, dons ou subventions affectées	
64- Charges de personnel		Autofinancement de l'établissement (BQR - Laboratoire)	1500
Rémunération des personnels (préciser dans l'argumentaire le type de personnel, le nombre de mois du contrat)	16920	Programme de Recherche (ANR)	
Charges sociales	12360	75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel			
Total des charges		Total des produits	
86- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
TOTAL	39280	TOTAL	39 280

PIECES A FOURNIR :

- ⊖ Devis de sous-traitance
- ⊖ Devis des petits équipements
- ⊖ Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- ⊖ Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)

Intitulé de l'opération : Santé au Travail en Europe**RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :**

Nom Prénom	Sauze Damien
Unité de recherche	Laboratoire d'Economie et Gestion
Equipe interne	
Coordonnées mail	Damien.sauze@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	

LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION

Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
Université de Bourgogne	Sultan-Taieb Hélène	MCF	30%
Université de Bourgogne	Damien SAUZE	MCF	30 %
Université de Bourgogne	Serrier Hassan	Ingénieur d'études	50%

- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés

Construction de mesures des facteurs psychosociaux au travail et prévalence d'exposition pour l'ensemble des pays, enjeux pour une politique de prévention en Europe

Le projet a pour but de mener des analyses secondaires sur cette thématique à l'aide des données des enquêtes européennes sur les conditions de travail de l'European Foundation for the improvement of living and working conditions (EUROFOUND) à Dublin. Ces données constituent le plus grand jeu de données harmonisées en Europe et concernent plusieurs vagues d'enquêtes depuis 1990 sur un ensemble d'environ 100 000 européens.

Résultats escomptés :

Mesure des expositions professionnelles en Europe et analyse des facteurs socio-économiques associés à ces expositions : régime de protection sociale, politique de prévention des risques professionnels mise en œuvre, caractéristiques de la population active (âge, genre, professions, secteur d'activité, secteur public/privé). Comparaisons internationales.

Ce projet allie des compétences pluri-disciplinaires (épidémiologie-économie) et comporte des collaborations internationales. Les connaissances produites pourront constituer des outils d'aide à la décision pour la définition et l'orientation des politiques de prévention des risques psychosociaux au travail en Europe.

Calendrier prévisionnel de réalisation :

La date de mise à disposition des fonds étant inconnue, le calendrier a pour date de démarrage l'envoi de la convention signée.

Mois 1-6 : Analyse des données

Mois 7 : Rédaction de deux articles scientifiques

Mois 8 : Soumission d'un article soumis dans une revue à comité de lecture internationale, et un article dans une revue à comité de lecture francophone

Mois 9-12 : Valorisation des résultats des deux articles

Livrables proposés :

- Deux articles dans des revues à comité de lecture
- Plusieurs communications dans des congrès nationaux et internationaux

Justification du budget :

Prestations de services (dont sous traitance)	3000	Relecture et traduction des articles scientifiques
Déplacements, missions, frais de restauration	7000	Missions pour valorisation des résultats dans congrès internationaux
Rémunération du personnel,	16920	Ingénieur d'Etude, 10 mois temps plein pour la collecte, l'analyse des données (articles scientifiques
Charges sociales	12360	IGE, indice majoré 448, 5eme échelon
Total	39280	

Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du contrat d'étude :

Michèle Dion

Nouvelle opération

intitulé de l'opération :

Evaluation des aptitudes à prendre une décision et évolution de ces aptitudes en fonction de l'état neurocognitif des patients atteints de maladie d'Alzheimer (MA)

régime fiscal

☒ TTC

Argumentaire scientifique annexé en page 2

CHARGES / DEPENSES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS / RECETTES	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achat		70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Achats matières et fournitures (consommables)	1500		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements) [max 5000euros]	4094		
61 - Services extérieurs		74- Subventions d'exploitation	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		Régions	
Assurance		Conseil Régional de Bourgogne	10 094
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)	2000		
Publicité, publication [max 30% du total]	1500	Commune(s):	
Déplacements, missions, frais de restauration	2000	PRES	
		Organismes sociaux :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel		Université de Bourgogne (CGC)	1000
Rémunération des personnels		Programme de Recherche (ANR)	
Charges sociales		75 - Autres produits de gestion courante	
Total des charges		Total des produits	
86- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
TOTAL	11 094	TOTAL	11 094

PIECES A FOURNIR :

- Devis de sous-traitance
- Devis des petits équipements
- Consommables : liste descriptive et estimation des montants
- Lettres d'engagement de cofinancement/autofinancement

B1 Annexe scientifique à la demande de fonctionnement (contrat d'étude)

Intitulé de l'opération : *Evaluation des aptitudes à prendre une décision et évolution de ces aptitudes en fonction de l'état neurocognitif des patients atteints de maladie d'Alzheimer (MA).*

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'OPERATION :

Nom Prénom	DION Michèle
Unité de recherche	UMR CNRS 5605
Equipe interne	
Coordonnées mail	michele.dion@u-bourgogne.fr
Coordonnées tel et fax	03 80 39 52 15

LISTE NOMINATIVE DES PARTICIPANTS A L'OPERATION			
Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions	Temps de travail dédié à la réalisation du programme scientifique en % d'ETP
U. Bourgogne	ANCET Pierre	MCF	10
CHU Besançon	AUBRY Régis	Chef de service	5
CHU Besançon	CRETIN Elodie	IGR	5
U Bourgogne	DESSAGNE Lara	MCF	10
CHU Dijon	FOLL GARCIA M-Bénilde	Psychologue	5
CHU Dijon	GENG Aurélie	IGR	10
U Bourgogne	LACASSAGNE	PR	5
U Bourgogne	MAZEN Noël-Jean	MCF	5
U Bourgogne	MEUNIER-BEILLARD Nicolas	Doctorant	60
CHU Dijon	MONIN M-Pierre	Psychologue	5
U Bourgogne	MOUREY France	MCF	5
CHU Dijon	ROUAUD Olivier	Médecin	5
U Bourgogne	ZAGAR Daniel	PR	5

- Présentation du programme scientifique faisant l'objet de la demande : objectifs visés

Les aptitudes à faire un choix reposent schématiquement sur trois composantes :

- 1) les capacités de compréhension des informations et de la situation ;
- 2) les capacités permettant de déterminer un choix ;
- 3) les aptitudes d'expression pour faire reconnaître ce choix.

L'ensemble de ce processus évolue sous la détermination d'une part, de la raison et d'autre part, des composantes affectives et émotionnelles de l'individu.

Cette étude a pour but de faire reconnaître et entendre le potentiel de compréhension et de choix de la personne âgée atteinte de MA quel que soit son stade d'évolution. En effet, il est aujourd'hui nécessaire d'évaluer les aptitudes aux choix du patient, quelle que soit la progression de la maladie afin d'améliorer l'impact de sa volonté sur les choix qui lui sont proposés et de permettre une meilleure adéquation des soins et de l'accompagnement en vue d'une meilleure qualité de la vie, y compris en fin de vie.

Résultats escomptés :

Ce projet devrait permettre d'explorer les canaux sensoriels, autres que verbaux, favorisant une relation plus adaptée avec le patient atteint de MA. L'amélioration de la communication avec les patients atteints de MA, même dans sa forme évoluée, aidera à la reconnaissance de leurs aptitudes à être, à penser et donc à participer au choix qui les concerne. L'ensemble des avancées devrait générer une évolution vers une vision sociétale moins négative de la maladie d'Alzheimer et, de ce fait, réduire les effets de ségrégation, actuellement très fréquents, vis-à-vis de ces personnes trop souvent déshumanisées.

Calendrier prévisionnel de réalisation :

La durée pour la réalisation de cette étude est de trois années. Une partie de la méthodologie évoquée dans le projet complet est déjà en cours de réalisation (*Atelier généalogique* au Service de Gériatrie du CHU de Dijon). D'autres méthodes qui font appel à des équipements nécessitant un financement sont en attente.

Livrables proposés :

Une première partie théorique et faisant état de la littérature consacrée au sujet ainsi que l'exploitation de l'expérience de l'Atelier généalogique pourrait être livrée dans un délai de un an (à compter de ce jour). Les résultats des différentes expérimentations pourraient faire l'objet d'une publication dans un délais de deux ans.

Fiche CONTRAT D'ETUDE : BUDGET PREVISIONNEL

Responsable scientifique du
contrat d'étude :

Angela SUTAN

2e tranche contrat d'étude 2010

intitulé de l'opération :

PROJET SANTE ET EXPERIMENTATION

régime fiscal

TTC

Argumentaire scientifique annexé en page 2

CHARGES / DEPENSES	MONTANT EN EUROS	PRODUITS / RECETTES	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achat		70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
61 - Services extérieurs	2 000	74- Subventions d'exploitation	27 000
Frais d'expérimentations	5 000	Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Locations		Régions	
Assurance		Conseil Régional de Bourgogne	12 600
62 - Autres services extérieurs	70 000	Département(s):	
Rémunérations intermédiaires et honoraires (dont stagiaires)	3 000		
Publicité, publication [max 30% du total]	2 000	Commune(s):	
Déplacements, missions, frais de restauration	5 000	PRES	
		Organismes sociaux (à détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
		Autres aides, dons ou subventions affectées - Danone	14 400
		Autofinancement de l'établissement (BQR - Laboratoire)	
64- Charges de personnel	12 000	Programme de Recherche (ANR)	
Rémunération des personnels - 1 Assistant Recherche pendant 6 mois	9 000		
Charges sociales	3 000	75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel - mobilité sortante Jérémy Celse / 3 mois			
Total des charges		Total des produits	
86- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	27 000	TOTAL	27 000

PIECES A FOURNIR :

☞ Devis de sous-traitance

Fiche D : CREDITS REGIONAUX : ALLOCATION DE THESE

ECOLE DOCTORALE : LISIT

LABORATOIRE D'ACCUEIL : Centre Georges Chevrier - UMR CNRS 5605

DIRECTEUR DE THESE : DION Michèle

INTITULE DU SUJET : La transformation du modèle gérontologique contemporain ?

DATE PREVISIONNELLE DE RECRUTEMENT DU DOCTORANT : oct-12

MODALITES DE RECRUTEMENT : Titulaire du M2 Vieillesse et société

Argumentaire scientifique à joindre en fichier annexe

Rappel des modalités de soutien régional suivant la typologie précisée dans le règlement d'intervention "Jeunes Chercheurs :

D2 Partenariat laboratoire/entreprise	Durée : 36 mois	Taux : 60 %	Cofinancement : 40 % minimum
D3 Partenariat laboratoire/organismes et BQR	Durée : 36 mois	Taux : 50 %	Cofinancement : 50 % minimum
D4 Co-tutelle internationale de thèse partenaire étranger	Durée : 36 mois ou 18 mois	Taux : 50% ou 100%	convention de co-tutelle internationale de thèse à fournir à l'appui de la demande
D1 FABER	Durée : 36 mois	Taux : 100%	

Typologie	Cofinancement (montant)	Cofinancement (origine)	Demande de subvention*	Coût total**
Faber		Joindre la lettre d'engagement du cofinancier	99 000	99 000 €

* Le montant total de la subvention demandée pour les 36 mois et est engagé en 2012

** Coût d'une thèse de 36 mois prise en charge à 100% : 99 000 € (salaire chargé)

avis et signature du directeur de l'unité de recherche

avis et signature du Directeur d l'Ecole Doctorale sur le sujet de thèse

PIECES A FOURNIR :
au dépôt de la demande

puis, si la demande est soutenue :
informations nécessaires à la rédaction de la convention financière

argumentaire scientifique et lettres d'engagement des co-financiers

- ⇒ justificatif de la publicité de l'offre d'allocation de thèse
- ⇒ CV du candidat retenu
- ⇒ engagement du candidat
- ⇒ notes et attestation d'obtention du Master ou titre équivalent
- ⇒ autorisation d'inscription signée du Directeur de l'Ecole Doctorale

PROJET INTEGRE : Pôle + n°

D : ALLOCATION DE THESE (1 annexe par sujet de thèse)

Sujet de la thèse : La transformation du modèle gérontologique contemporain ?

ECOLE DOCTORALE : LISIT – Université de Bourgogne

DIRECTEUR DE THESE :	Nom Prénom	DION Michèle
	Grade	PR
	Unité de recherche	Centre Georges Chevrier – UMR CNRS 5605
	Equipe interne	
	Coordonnées mail	michele.dion@u-bourgogne.fr
	Coordonnées tel et fax	03 80 39 52 15

CO-DIRECTION ou CO- ENCADREMENT EVENTUELS		
Etablissement	Nom Prénom	Grade et fonctions
Université de Bourgogne	SCHEPENS Florent	MCF

Argumentaire du sujet (2 pages maximum) :

Cette thèse a pour objet l'étude de la transformation du traitement social contemporain de la vieillesse, au sein des institutions spécialisées dans la prise en charge de la dépendance (Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes, EHPAD). Elle s'inscrit dans le prolongement de la recherche menée en Master, intitulée *Analyse de l'activité gérontologique institutionnelle* (juin 2011), et a pour objectif de rendre compte du changement paradigmatique qui semble opérer aujourd'hui dans l'approche médico-sociale de la vieillesse.

Le vieillissement démographique, dont on connaît l'amorce actuellement, entraîne avec lui une série de phénomènes restés jusqu'à présent absents du champ gérontologique. Parmi d'autres, l'augmentation de l'incidence des maladies chroniques et des maladies neuro-dégénératives représente un tournant majeur dans l'histoire de la prise en charge de la vieillesse. Longtemps confinée au seul secteur familial puis social, la médicalisation croissante de la prise en charge révèle aujourd'hui une volonté d'assurer une réponse sanitaire globale à la problématique du vieillissement.

Cela se traduit par la mise en place d'un ensemble de dispositifs (évaluation biomédicale de la dépendance, aide et soins à domicile, institutionnalisation en EHPAD, etc.) dans lesquels la personne âgée bénéficiant d'une prise en charge se trouve de plus en plus contrainte à abandonner une partie, si ce n'est la totalité, de ses libertés individuelles. Outre la perte d'autonomie physique ou psychique potentielle induite par l'affection d'une ou plusieurs pathologies, les dispositifs de prise en charge peuvent aussi se révéler menaçants à cet égard. Face à ce risque, le secteur professionnel gérontologique se bat depuis plusieurs années pour que la reconnaissance du sujet âgé dans son intégralité, en dehors et au sein même de la prise en charge, permette une amélioration de l'individualisation du soin en limitant les impacts délétères de la standardisation de l'aide. De la même façon, la diffusion d'une philosophie humaniste dans ce secteur, en particulier dans le secteur institutionnel, s'accompagne d'une volonté de professionnalisation du personnel intervenant auprès des personnes. Le rôle relationnel des soignants devient alors un impératif, aux côtés de leurs rôles curatifs devenus largement insuffisants.

Ainsi, définie sous l'angle de l'interdisciplinarité, la prise en charge de la dépendance semble vouloir s'inscrire en rupture avec la conception dominante de la médecine à caractère réparatrice. Pourtant, l'augmentation de la fréquence des maladies neuro-dégénératives, comme la maladie d'Alzheimer, vient directement perturber cette conception totalisante du soin gérontologique. La classification des patients ainsi diagnostiqués et la prise en charge *ad hoc* qui s'en suit s'opposent alors à l'approche gérontologique revendiquée. D'une conception de la personne vieillissante, insérée dans un processus large et individuel, le malade d'Alzheimer se retrouve à nouveau perçu sous l'angle du patient, malade chronique, dont le traitement standard ne garantit plus l'individualisation des soins prodigués.

Plus-value de la thèse au regard du projet intégré :

La thèse apportera la partie théorique et la réflexion éthique que le projet sous-tend. Elle sera aussi le lien entre l'observation des patients sur lesquels la méthodologie du projet est axée et le personnel soignant qui sera très impliqué dans le déroulement du projet et par ses conclusions. Le thésard pressenti donne les garanties de réussite pour ces destinations, d'une part, du fait de son diplôme de M2 (Master *Vieillesse et société*) qui l'a déjà largement sensibilisé au problème du vieillissement et d'autre part, du fait qu'il a déjà eu comme terrain d'observation pour son mémoire de M2 le Service de gériatrie du CHU de Dijon. En outre, cet étudiant s'est déjà porté volontaire pour participer à l'*Atelier généalogique* qui se déroule dans ce même Service, au CHATOD (Centre d'Hébergement et d'Activités Thérapeutiques et Occupationnelles pour personnes Désorientées), unité réservée aux résidents atteints de la maladie d'Alzheimer.

Informations sur le co-financeur potentiel

Une partie de la méthodologie du projet est basée sur une observation en rapport avec l'attitude vis-à-vis de la nourriture. De ce fait, nous avons répondu à un appel d'offre du Fonds français Alimentation et Santé. Ce thème sera également abordé dans la thèse.

Si la thèse donne lieu à une co-tutelle internationale de thèse : informations sur l'établissement d'enseignement supérieur étranger (coopération scientifique, institutionnelle....., calendrier prévisionnel de l'alternance.

Sans objet.

Modalités de recrutement du doctorant et profil souhaité :

L'étudiant pressenti a été accepté en thèse en octobre 2011. Sa formation initiale en Sociologie offre les garanties nécessaires pour qu'il ait des compétences tant dans le domaine quantitatif que dans le domaine qualitatif. En outre, son mémoire de recherche (noté 17/20 – Mention Très Bien) à l'issue de son Master 2 a prouvé qu'il pouvait conduire un véritable travail de recherche : il a su mener des entretiens de qualité, les exploiter avec beaucoup de finesse et les analyser en faisant le lien avec la partie théorique qu'il avait particulièrement bien traitée.

Fiche G : Mobilité sortante

Identité du chercheur en mobilité:

grade et fonctions

coordonnées personnelles :

tel, adresse postale, mail

Etablissement d'accueil et Unité de recherche (pays, ville, adresse)

Jeremy CELSE
Dr. Professeur Permanent ESC Dijon
Tel : 03 80 72 59 15 jeremy.celse@escdijon.eu
FEEM Italie Milan Corso Magenta, 63 I-20123 Milano

Durée prévisionnelle du séjour à l'étranger (minimum 3 mois), et date prévue pour le départ

durée		date prévisionnelle de départ

Responsable scientifique accueillant le chercheur bourguignon

Motivation du séjour et projet scientifique explicitant les objectifs de l'opération et l'intérêt pour toutes les parties de la mission.: à présenter dans un fichier en annexe

NOTA : dépenses éligibles : frais de transport, loyers, documentation, petit équipement, frais de formation linguistique

Dépenses prévisionnelles	Montant TTC	Recettes prévisionnelles	Montant TTC
		subvention demandée :	
		autres financements :	
TOTAL		TOTAL	

Pour mémoire : le séjour donnera lieu à un rapport d'activité

PIECES A FOURNIR :

<p>➤ CV chercheur statutaire ou enseignant-chercheur statutaire</p> <p>➤ Avis de l'établissement sur l'opportunité de la mobilité</p> <p>➤ Lettre d'accueil précisant l'intitulé du projet de recherche, la durée et les dates du séjour</p>
--

date et signature du demandeur

date et signature du Directeur de l'Unité de recherche

Melanie HEUGUES

Post doctoral Researcher

FEEM

Corso Magenta, 63

I-20123 Milan - Italie

E-mail: melanie.heugues@feem.it

Téléphone: +39.02.52.03.69.34

CEREN

Groupe ESC Dijon Bourgogne

29, rue Sambin - BP 50608

21006 DIJON - France

Chers collègues,

Par la présente, je tiens à vous faire savoir que Jérémy Celse et moi-même sommes en collaboration sur plusieurs projets alliant Environnement et Économie Expérimentale. L'expertise de mon collègue en Economie Expérimentale est particulièrement essentielle à l'aboutissement et à la réussite de ces projets.

A ce titre, Jérémy CELSE sera amené à se déplacer régulièrement sur Milan où je prendrai mes fonctions prochainement (Novembre 2011). Pour ce faire la FEEM (Fondazione Enrico Mattei) est disposée à lui procurer tous les moyens dont elle dispose pour la réalisation de nos travaux et notamment un bureau.

En espérant que cette lettre trouve un soutien favorable, je vous prie de croire en l'expression de mes sentiments dévoués.



Mélanie HEUGUES

Fiche H: Promotion de la Recherche

Intitulé de l'opération

Contrefaçon en matière de médicament

Dates prévisionnelles

juin-12

Descriptif synthétique de l'action (durée, date, lieu, nombre de participants, liste des intervenants, droits d'inscriptions) : à joindre dans un fichier annexe

Les montants sont présentés en :

* TTC

Dépenses prévisionnelles	MONTANT EN EUROS	PRODUITS	MONTANT EN EUROS
I. Charges directes affectées à l'action		I. Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achat		70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	1800
Prestations de services (dont sous traitance)	350		
Achats matières et fournitures	500		
Autres fournitures (dont dépenses de petits équipements) PLAFOND : 5000 € TTC ou 4020 € HT			
61 - Services extérieurs		74- Subventions d'exploitation	
Locations		Etat: (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s))	
Assurance		Région(s): BOURGOGNE	8000
Documentation		Département(s):	
62 - Autres services extérieurs		Commune(s):	2500
Publicité, publication	6400		
Déplacements, missions	8750		
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (à détailler) :	
63 - Impôts et taxes		Fonds européens	
Impôts et taxes sur rémunération		Agence de service et de paiement (emploi aidés)	
		Autres aides, dons ou subventions affectées	4200
64- Charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courants	
Charges sociales			
Autres charges de personnel	500		
Autres			
Total des charges		Total des produits	
86- Emploi des contributions volontaires en nature		87- Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	1650	TOTAL	1650
PIECES A FOURNIR :			
Devis de sous traitance			
Devis des petits équipements			
Estimation des coûts de consommables			
Si TTC, attestation de non récupération de TVA			
Lettre ou justificatifs de cofinancement			

H1 : PROMOTION DE LA RECHERCHE

Informations sur la manifestation proposée :

Colloque international sur la contrefaçon en matière de médicaments :

Ce colloque se propose de réfléchir au phénomène de la contrefaçon (ou de la falsification de médicaments), qui mobilise actuellement tant l'Organisation Mondiale de la Santé que le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies contre le crime organisé.

La contrefaçon au sens propre consiste dans une atteinte aux droits de propriétés intellectuelles (en l'occurrence aux droits de brevets et de marques dont sont titulaires les laboratoires pharmaceutiques), qui ne s'accompagne pas forcément d'une falsification (modification substantielle du produit). Contre quoi souhaite-t-on précisément lutter ?

Les récents textes européens sur la « contrefaçon » (convention Médicrime du Conseil de l'Europe et directive de la Commission européenne) visent le phénomène consistant à mettre sur le marché de faux médicaments, au sens de médicaments aux composants inactifs ou ne correspondant pas au produit véritable, soit celui des médicaments falsifiés dont la distribution, plus ou moins clandestine, crée bien entendu un danger majeur pour la santé publique. Or d'autres textes qui continuent de s'appliquer entendent la contrefaçon dans le sens d'une stricte atteinte aux droits du titulaire d'un brevet ou d'une marque.

Le colloque se propose par conséquent d'appréhender ces deux aspects de la « contrefaçon », d'étudier les différences mais aussi les rapports existant entre deux notions qui sont en réalité différentes : la contrefaçon et la falsification.

Cette manifestation constitue les deuxièmes **Journées du commerce international du médicament**, après un premier colloque organisé et publié en 2010 sur Les pratiques de l'industrie pharmaceutique au regard du droit de la concurrence (Lexisnexis- coll. Credimi), résultat d'une collaboration entre le Credimi et l'UFR de Pharmacie. Seront présents des universitaires français et étrangers, des représentants des institutions internationales impliquées, ainsi que des responsables et professionnels de l'industrie pharmaceutiques.

Objectifs poursuivis dans le cadre du projet intégré :

Les objectifs sont d'ordre scientifique (notamment, définition des concepts de contrefaçon et de falsification). Sera mise en œuvre une recherche des moyens de lutte contre le phénomène, sur le plan pénal notamment, mais aussi sur le plan civil, ainsi que professionnel (moyens utilisés par les laboratoires pour parer sur le plan pratique à la distribution illicite).

Les textes européens seront en particulier analysés, et un regard sera porté sur les perspectives – suffisantes ou non -, qu'ils ouvrent à une lutte efficace.

Comme lors des précédentes Journées, l'objectif est de croiser les approches universitaires, institutionnelles et pratiques autour d'un phénomène affectant la santé publique sur un plan européen et international.

Les résultats de cette recherche seront valorisés par une publication conjointe par le laboratoire du Credimi et la faculté de pharmacie.

Intérêt pour la Région :

La région étant dotée d'une industrie pharmaceutique à portée internationale, les résultats scientifiques de cette manifestation pourront être mis à profit par les laboratoires implantés en Bourgogne.

La région subventionne également généralement la publication des travaux de recherche menés par le Credimi.

Organisation logistique :

Elle sera assurée par le Credimi, ainsi que l'accueil des participants. La manifestation aura lieu à l'Université de Bourgogne. L'enregistrement des débats sera assuré par la Passerelle.

La publication sera assurée par le Credimi, dans sa collection habituelle diffusée par LexisNexis.

Livrables :

La publication de l'intégralité des communications et des débats aura lieu à la suite du colloque.